



Evaluation des zones de relocalisation

Territoire de Kalemie, province du Tanganyika, République Démocratique du Congo (RDC) - mai 2021



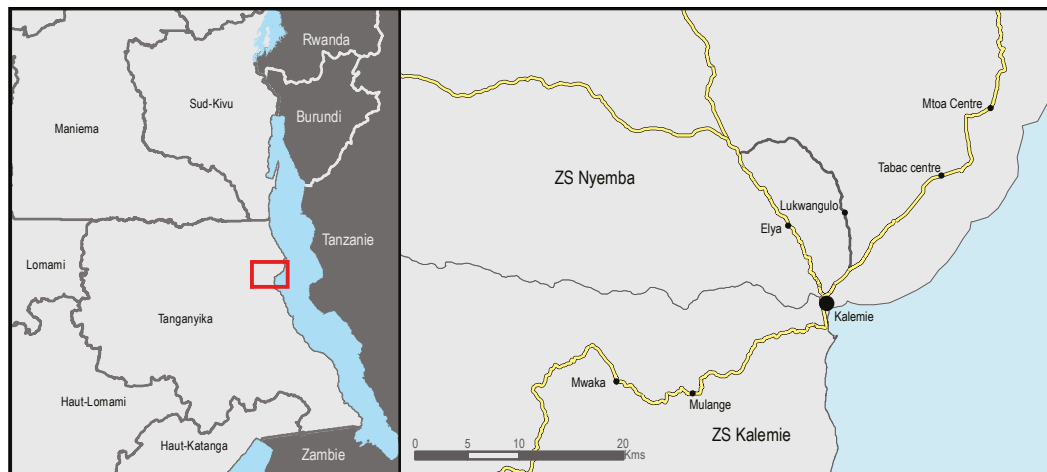
Contexte

Entre 2016 et 2020, la province du Tanganyika a été marquée par des tensions intercommunautaires, avec une intensification des violences entre 2016 et 2017. Celles-ci ont entraîné d'importants déplacements, notamment vers le territoire de Kalemie, entraînant la création de sites de déplacés autour de la ville de Kalemie.

Dès 2018, les autorités provinciales ont annoncé leur intention de procéder à la fermeture des sites de déplacés dans le territoire de Kalemie. Trois sites – Lubuye, Katanika et Moni – ont notamment été fermés en [mois] 2018, affectant plus de 25 000 personnes. Depuis lors, la Division des affaires humanitaires (DIVAH) du gouvernement congolais et différents acteurs et structures humanitaires travaillent sur un plan de fermeture des sites visant l'accompagnement des personnes déplacées internes (PDI) qui y vivent et leur intégration dans les zones d'accueil. Dans ce cadre-ci, la matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a conduit des enquêtes d'intentions en septembre 2020 afin d'identifier les localités où ces PDI ont l'intention de se rendre une fois les sites fermés. Les localités principales identifiées par les PDI pour leur retour et/ou réintégration sont situés sur les quatre axes suivants : Lukwangulo, Eliya, Tabac -Mtoa, et Mwaka-Mulange.

Afin de permettre un soutien efficace à la relocalisation des PDI et aux communautés les accueillant, REACH, en collaboration avec le groupe de travail sur la coordination et la gestion des camps (GT CCCM) et l'Inter-Cluster régional (ICR), a effectué une évaluation des quatre axes susmentionnés identifiés comme prioritaires. Cette évaluation visait à cartographier les infrastructures et services sociocommunautaires de base et à identifier l'impact probable d'une pression démographique accrue sur la population résidant dans ces zones, notamment en matière d'accès aux services et de besoins prioritaires.

Carte de couverture



Méthodologie

En accord avec la stratégie du GT CCCM, la mise en place d'un groupe de travail sur les solutions durables et le contexte de fermeture des sites, REACH a adopté une approche par zone. Celle-ci vise à comprendre les zones qui dépendent des mêmes infrastructures en cartographiant les infrastructures de base et évaluant les besoins prioritaires des ménages sur chacun des quatre axes de retour et/ou de relocalisation prioritaires identifiés. La collecte de données a eu lieu entre le 17 et 21 mai 2021.

Une méthode d'échantillonnage aléatoire en deux étapes a été utilisée, avec une sélection aléatoire des localités à enquêter, puis des ménages au sein de ces localités. Au total, 250 ménages vivant dans 12 localités ont été enquêtés à l'aide d'un questionnaire structuré. Les données sont représentatives au niveau de chaque axe avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%. A noter cependant que les résultats n'ont pas été pondérés entre les axes en raison du manque de données démographiques par axe ; il a été considéré que la distribution des enquêtes représentait la distribution des ménages. Des entretiens avec 30 informateurs clés actifs dans différents secteurs ont été conduits pour récolter des informations sur les infrastructures de base (écoles, centre de santé, points d'eau, etc.). Ces données doivent être considérées comme indicatives.

Résultats clés

Les résultats de l'évaluation mettent en lumière une certaine **économie du déplacement, avec des mouvements communs entre les sites et les localités**. Les personnes vivant dans les sites se déplacent vers les champs pour trouver du travail, tandis que les personnes dans les localités se rendent dans les sites pour accéder aux infrastructures de base. L'assistance prend ainsi un caractère communautaire.

Cette dynamique entraîne une **bonne cohésion sociale**, avec près des trois-quarts (74%) des ménages rapportant que les relations entre les groupes sont bonnes ou très bonnes. **Une volonté générale d'accueillir des déplacés ou des retournés a également été observée**, puisque 60% des ménages non déplacés se sont dits prêts à accueillir des personnes additionnelles. D'après les IC interrogés, des terres seraient également disponibles pour construire des abris et pratiquer **l'agriculture de subsistance, le principal moyen de subsistance dans la zone. Celle-ci est néanmoins peu diversifiée et sujette à des chocs**. Plus d'un tiers des ménages (38%) ont rapporté avoir subi un choc qui a diminué leur capacité de produire et/ou de s'approvisionner sur les marchés.

De plus, **l'accès aux services de base est limité par le manque d'infrastructures disponibles, ainsi que par les coûts prohibitifs**. Le manque d'hygiène et de propreté lié à une surutilisation étaient ainsi le premier problème rapporté pour les points d'eau et les latrines. La vaste majorité des établissements scolaires évalués (12/15) étaient à capacité maximale, avec des classes accueillant jusqu'à 100 élèves par jour. Enfin, les coûts prohibitifs étaient de loin la principale barrière rapportée à l'accès aux soins. La pression croissante sur les infrastructures présente donc un défi à l'absorption de potentiels retours dans ces zones.

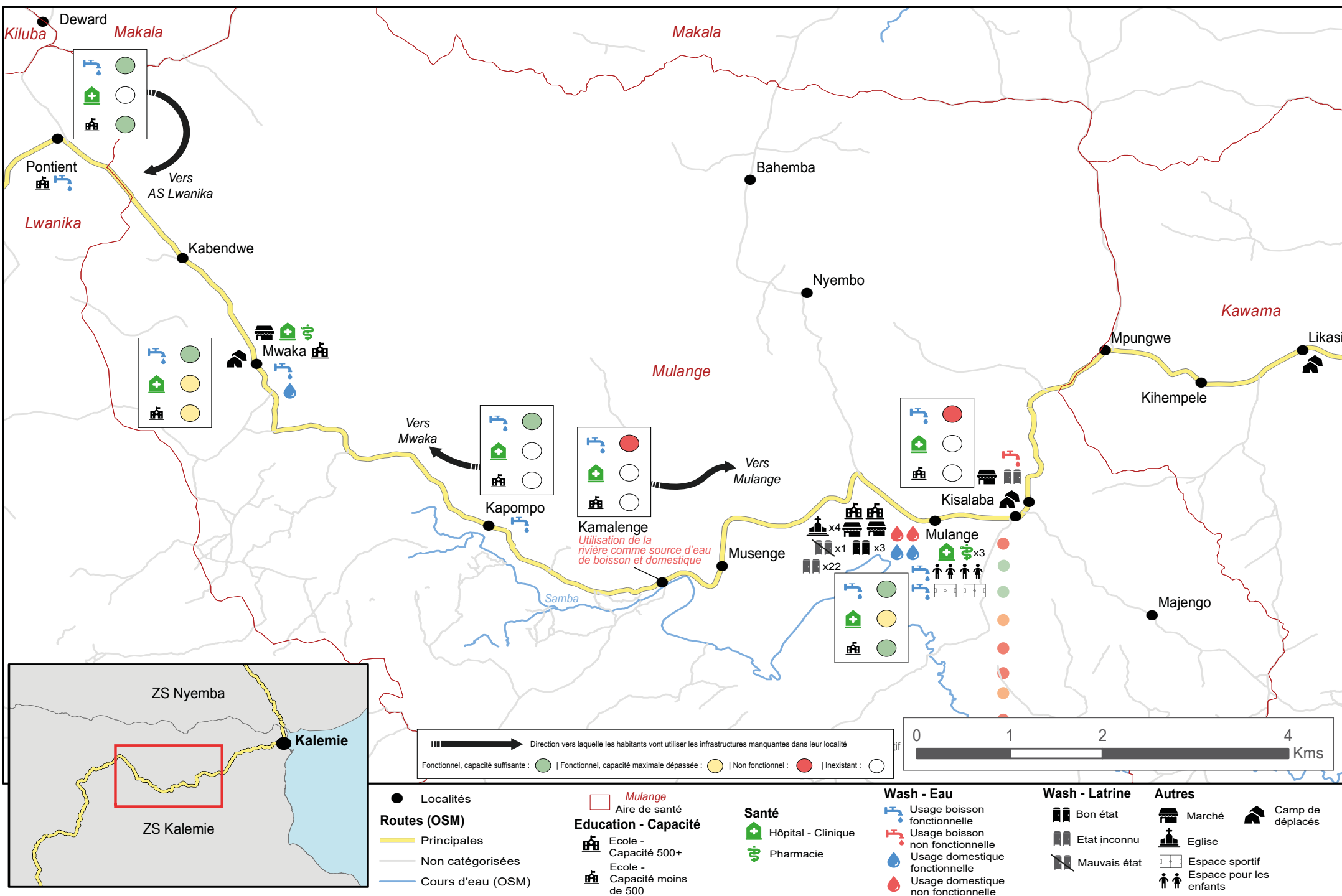


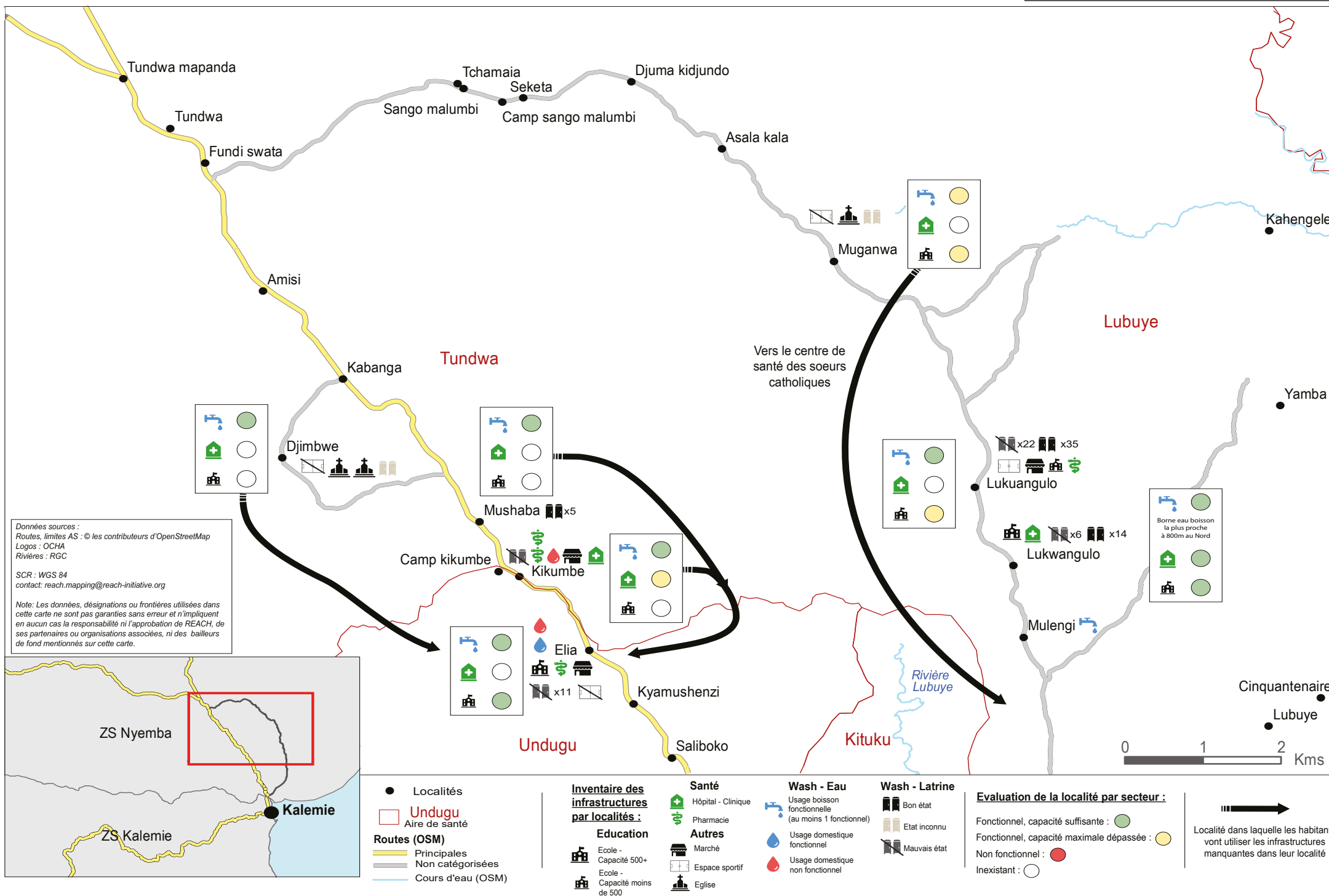
Financé par
l'Union européenne



CCCM CLUSTER
SUPPORTING DISPLACED COMMUNITIES

REACH Informing
more effective
humanitarian action







Evaluation des zones de relocalisation



Mouvement de la population

Proportion de ménages par statut de déplacement :



53%	Non déplacés
36%	Retournés
11%	Déplacés
0%	Réfugiés

91% des ménages déplacés étaient déplacés pour la première fois.

Principale raison de déplacement rapportée par les ménages déplacés :

Tensions intercommunautaires	47%	
Violence par les groupes armés	21%	
Déplacement préventif (peur/ménace)	6%	

Principale raison de s'installer dans leur localité actuelle rapportée par les ménages déplacés :

Possibilité d'assurer la sécurité alimentaire	25%	
Manque de choix	19%	
Plus de sécurité ; Présence de parents	16% ; 16%	

Proportion des ménages déplacés selon la date du premier déplacement :

Avant 2017	32%	
En 2017	21%	
En 2018	9%	
En 2019	15%	
En 2020	24%	
En 2021	3%	



Abris et articles ménagers essentiels/AME

Les IC ont indiqué que des parcelles pour construire des abris étaient disponibles pour les potentielles personnes relocalisées, si elles souhaitent y rester. Néanmoins, selon leur nombre et la pression démographique engendrée, cela pourrait entraîner un déboisement important.

Nombre moyen d'articles ménagers possédés par ménage :

Casseroles	2,57
Bassines	1,74
Moustiquaires	2,04
Outils aratoires	1,45

18% des ménages ont rapporté partager leur abri avec quelqu'un hors de leur famille.

25 m² est la superficie moyenne des abris dans les zones évaluées (estimée par les enquêteurs).

Proportion de ménages par type d'abri :

Abri de fortune	73%	
Abri amélioré	25%	
Tente	2%	

60% des ménages ont rapporté avoir la capacité d'accueillir une personne additionnelle dans leur ménage si besoin.

Problèmes principaux avec leur abri rapportés par les ménages¹ :

Le toit suinte	81%	
Vulnérabilité aux intempéries	18%	
Problème de température (trop chaud ou trop froid)	18%	

1. Les ménages pouvaient choisir plusieurs réponses.



Financé par
l'Union européenne



CCCM CLUSTER
SUPPORTING DISPLACED COMMUNITIES

REACH

Informing
more effective
humanitarian action



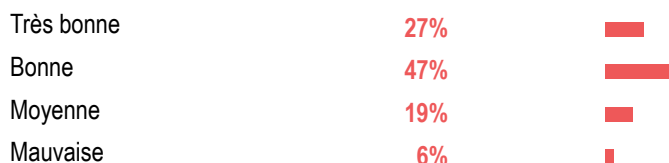
Evaluation des zones de relocalisation



Cohésion sociale

De nombreux mouvements ont été rapportés entre les sites et les localités aux alentours. Les ménages vivant en dehors des sites s'y rendent pour accéder aux services de base fournis par les acteurs humanitaires tandis que les ménages déplacés du site en sortent pour travailler, notamment dans les champs. Cela favorise une cohabitation sociale pacifique.

Proportion de ménages par relation rapportée entre les ménages non déplacés et déplacés :

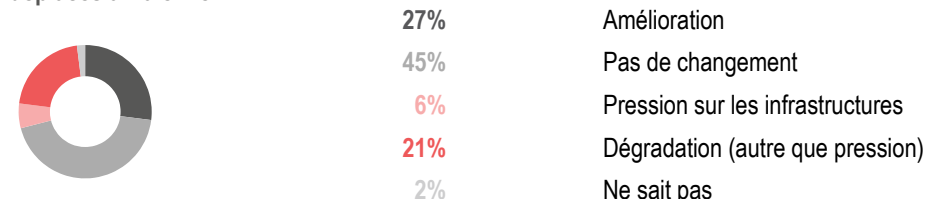


81% des ménages ont rapporté avoir des relations personnelles avec des personnes déplacés vivant dans la localité ou dans un site aux alentours.

Nature des relations rapportée par ces ménages² :



Evolution de la situation rapportée par les ménages non déplacés et retournés depuis l'arrivée des déplacés à Kalemie :



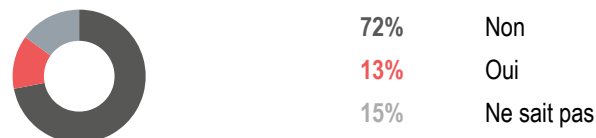
96% des ménages ont rapporté ressentir une appartenance à la communauté qui s'est créée dans leur localité.



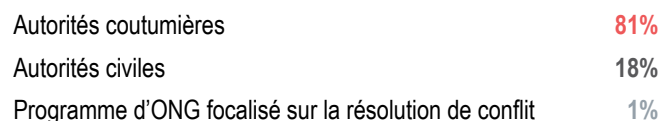
Protection

88% des ménages ont rapporté ne pas avoir de crainte particulière dans leur localité.

Proportion de ménages affectés par des incidents liés à des restes d'explosifs de guerre (REG) :



81% de ménages ont rapporté qu'il y avait des instances capables de gérer des tensions ou conflits relatifs au droit foncier. Principales instances rapportées :



4% des ménages ont rapporté avoir été affectés par des tensions sociales autour du droit foncier dans leur localité.

9% des ménages ont rapporté que certains membres du ménage évitent certains zones car ils ne se sentent pas en sécurité.

Principales zones évitées rapportées par ces ménages² :



6% des ménages ont rapporté qu'au moins un membre du ménage a été affecté par des incidents de sécurité au cours des mois précédents, notamment des violences sexuelles.

2. Les ménages pouvaient choisir plusieurs réponses. A noter que les résultats se référant à un sous-ensemble de ménages (ici, les ménages ayant rapporté avoir des relations personnelles avec des personnes déplacées) peuvent avoir un niveau de confiance inférieur et une marge d'erreur plus large et doivent donc être considérées avec précaution. Cela vaut pour tous les résultats de cette fiche d'information portant sur un sous-ensemble de ménages.



Financé par
l'Union européenne



CCCM CLUSTER
SUPPORTING DISPLACED COMMUNITIES

REACH

Informing
more effective
humanitarian action



Evaluation des zones de relocalisation



Sécurité alimentaire

Proportion de ménages par SCA et score de la faim³ :

Score de consommation alimentaire (SCA)	Acceptable	15%
	Limite	38%
	Pauvre	47%
Score de la faim	Léger	44%
	Modéré	55%
	Sévère	1%

Sur l'axe Eliya, le pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire pauvre était plus élevé que sur l'ensemble des zones évaluées :

Pauvre (<28.5) **64%**

Limite (entre 28.5 et 42) **31%**

Acceptable (>42) **5%**



Malgré une expérience de la faim extrême faible pour la plupart des ménages, les données sur le score de consommation alimentaire indiquent qu'une grande partie des ménages ont une consommation trop peu diversifiée et une carence de nutriments suite à une monoculture.

38% des ménages ont rapporté avoir subi des chocs au cours des 3 mois précédant la collecte de données. **91%** d'entre eux ont rapporté que ces chocs ont impacté leur capacité à se nourrir.

Principaux chocs rapportés par ces ménages⁴ :

Maladie grave d'un membre du ménage **47%**

Maladie des cultures **33%**

Inondations/ fortes pluies **31%**

13% des ménages ont rapporté ne pas avoir eu un accès physique à un marché au cours des 15 jours précédant la collecte.

Parmi les **86%** de ménages ayant eu un accès physique à un marché au cours des 15 jours précédents, **70%** ont rapporté avoir eu du mal à trouver des produits, notamment des **vêtements** et de la **viande**.

3. Pour plus d'informations sur ces scores, voir le [projet food and technical assistance \(FANTA\)](#).

4. Les ménages pouvaient choisir plusieurs réponses.



Moyen de subsistance

41% des ménages ont rapporté qu'un de leurs membres avait des difficultés à trouver du travail dans la localité.

Principale raison rapportée par ces ménages :

Trop de demandeurs de travail/pas assez d'offre **50%**

Pas de travail pour les qualifications de la personne **29%**

Le salaire est trop bas/mauvaises conditions de travail **9%**

Manque de force physique **9%**

Pas d'offre d'emploi pour les déplacés (discrimination) **2%**

Principale source de revenus rapportée par les ménages au cours de deux semaines précédant la collecte :

Agriculture de subsistance **35%**

Travail journalier **31%**

Petit commerce **20%**

Agriculture de rente **9%**

Exploitation minière artisanale **2%**

Revenu monétaire median par ménage par mois en francs congolais (CDF) :

34 997 CDF (**17,49 USD⁵**)

87% des ménages ont rapporté qu'il y avait des secteurs offrant du travail journalier.

Principaux secteurs rapportés par ces ménages :

Agriculture **84%**

Petits métiers (commerces de proximité) **12%**

Industrie **2%**

En plus des parcelles disponibles pour construire des abris, les IC ont également rapporté qu'il y avait des espaces cultivables inexploités que les personnes retournées ou relocalisées pourraient cultiver. Celles-ci pourraient également trouver du travail journalier dans l'agriculture.

5. 1 USD = 2 001, 03 CDF d'après [xe.com](#) le 06 juin 2021.



Financé par
l'Union européenne



CCCM CLUSTER
SUPPORTING DISPLACED COMMUNITIES

REACH

Informing
more effective
humanitarian action



Evaluation des zones de relocalisation



Santé

Proportion de ménages dont au moins un membre a eu besoin d'accéder aux soins de santé au cours des trois mois précédant la collecte et niveau d'accès :



32%	Oui, a dû accéder et n'a pas fait face à des barrières
35%	Oui, a dû accéder et à fait face à des barrières
33%	Non, n'a pas dû accéder à des soins.

Principales raisons du manque d'accès aux soins rapportées par les ménages ayant fait face à des barrières⁶ :

Coût des services	71%	
Coût de transport	21%	
Pas de traitement pour le cas spécifique	20%	
Manque de personnel qualifié	16%	
Temps d'attente trop long	16%	

24% des ménages ont rapporté qu'au moins un membre du ménage avait des symptômes de stress psychosocial (cauchemars, tristesse, fatigue extrême, anxiété extrême).

Parmi les **33%** de ménages dont au moins un membre a eu besoin d'accéder à des programmes de prise en charge nutritionnelle au cours des trois mois précédant la collecte, **45%** ont rapporté avoir fait face à des barrières.

Barrière principale rapportée par ces ménages :

Prise en charge de mauvaise qualité	58%	
Pas de programme de prise en charge	27%	
Programme trop éloigné	15%	

30% des ménages ont rapporté que les femmes d'âge reproductif (13-49 ans) n'avaient pas accès à des services reproductifs.

6. Les ménages pouvaient choisir plusieurs réponses.



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Principale source d'eau de boisson utilisée par les ménages au cours des 30 jours précédant la collecte :



32%	Puits creusé aménagé
29%	Puits à pompe/forage
25%	Eau de surface
8%	Robinet chez le voisin ou public
5%	Autre

Pour se rendre à la source d'eau principale, se procurer de l'eau et revenir, **43%** des ménages mettent **plus de 15 minutes** en saison pluvieuse. Pendant la saison sèche, il peut y avoir des carences en eau, et le temps peut être bien supérieur.

Proportion de ménages possédant du savon :



31%	Oui, le savon a été montré
34%	Oui, mais le savon n'a pas été montré
35%	Non

73% des ménages ont rapporté avoir accès à des latrines, et **58%** d'entre eux les partageaient avec plus de quatre ménages.

Principal type de latrines rapporté par ces ménages :

Latrines à fosse ouverte / sans dalle	61%	
Latrines à chasse à l'air libre	19%	
Latrines à fosse couverte ; latrines à chasse vers un réservoir	10%	

Principaux problèmes rapportés par les **64%** de ménages ayant des problèmes avec les installations sanitaires⁶ :

Manque d'hygiène/propreté	62%	
Pas de séparation homme/femme	39%	
Ne fonctionnent pas	16%	



Financé par
l'Union européenne



CCCM CLUSTER
SUPPORTING DISPLACED COMMUNITIES

REACH

Informing
more effective
humanitarian action



Evaluation des zones de relocalisation



Education

L'accès à l'éducation est limité par un manque d'infrastructures. Certaines localités sont situées à plus de trois kilomètres d'une école fonctionnelle tandis que les établissements scolaires existants sont souvent surchargés et en mauvais état. En effet, la vaste majorité des établissements scolaires évalués (12/15) étaient à capacité maximale, avec des classes accueillant jusqu'à 100 élèves par jour. Il sera donc difficile pour ces infrastructures d'absorber l'arrivée de personnes retournées ou relocalisées supplémentaires.

23% des ménages ont rapporté qu'au moins un de leurs enfants avait abandonné l'école.

Raisons principales d'abandon scolaire rapportées par ces ménages⁷ :

Manque de moyens financiers	92%	
Pas accès à une école dans la localité d'accueil	8%	

Barrières principales qui affectent les enfants scolarisés au moment de la collecte rapportées par les 96% de ménages avec au moins un enfant mineur⁷ :

Manque de fournitures scolaires	79%	
L'école est trop loin	21%	
Pas assez d'enseignants à l'école	8%	



Comités et structures communautaires

80% des ménages ont la présence de structure communautaire desservant leur communauté. Un comité de gestion et un comité de jeunesse étaient notamment présents dans les localités et dans les sites aux alentours des localités de Kisalaba et d'Eliya.

90% des ménages ayant rapporté la présence de structures communautaires ont indiqué que celles-ci représentaient la population de la localité de manière adéquate.



Redevabilité

Premier besoin prioritaire rapporté par les ménages :

1. Nourriture (plus variée ou en plus grande quantité)	51%	
2. Cash	17%	
3. Soins de santé ou médicaments	11%	

58% des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire dans leur localité.

Niveau de satisfaction avec l'aide reçue rapporté par ces ménages :



67%	Satisfait
32%	Pas satisfait
2%	Ne se prononce pas

Les principales raisons rapportées de non-satisfaction étaient le manque perçu de prise en compte de leurs préoccupations et le ciblage qui était perçu comme ne ciblant pas les plus vulnérables.

Principal type de support requis rapporté par les ménages comme pouvant améliorer la vie communautaire dans leur quartier, par axe :

Axe	Type de support	Proportion
Lukwangulo	Aide humanitaire directe	45%
Eliya	Aide humanitaire directe	40%
Mwaka-Mulange	Apport services financiers	33%
Tabac-Mtoa	Apport services financiers	30%

97% des ménages ont rapporté avoir l'impression d'être pris en compte dans les décisions qui affectent leur communauté.

7. Les ménages pouvaient choisir plusieurs réponses.



Financé par
l'Union européenne



CCCM CLUSTER
SUPPORTING DISPLACED COMMUNITIES

REACH

Informing
more effective
humanitarian action